

Malgré les promesses non tenues, l'UMP promeut la parité hommes-femmes

LEMONDE.FR | 21.06.11 | 20h33 • Mis à jour le 21.06.11 | 21h32



En choisissant "*la place des femmes dans la société*" comme nouveau thème de débat, l'UMP s'attendait probablement à faire naître un sentiment de déjà vu. Mardi 21 juin, le parti, réuni en convention, a effectivement présenté [vingt-six propositions](#) sur une question qui n'est pas étrangère à la majorité.

Et pour cause, Nicolas Sarkozy s'était présenté lors de sa campagne de 2007 en défenseur des droits des femmes. Et l'UMP s'est parfois fait épingler pour son manque d'application des règles de parité... Cette incohérence suscite aujourd'hui l'ironie de la députée UMP Françoise de Panafieu, qui se réjouit tout de même que son parti reformule des propositions. Ces dernières concernent souvent des quotas de femmes et sont notamment inspirées d'[un rapport](#) "*pour l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles*" remis à Roselyne Bachelot, le 7 juin, par Brigitte Grésy, inspectrice générale des affaires sociales.

40 % MINIMUM

La nouvelle offensive de l'UMP sur la parité rappelle [les promesses de Nicolas Sarkozy, alors candidat à la présidentielle, en 2007](#), notamment celle d'organiser "*une conférence avec les partenaires sociaux afin que l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes soit totale*". Le candidat avait même fixé à 2010 l'échéance pour en finir avec ces injustices.

Quatre ans après les promesses de campagne, l'UMP souligne indirectement l'échec du gouvernement. "*Le constat actuel est implacable*" : les femmes en France représentent "*82,2 % des travailleurs à temps partiel*", et "*les écarts de salaire entre les hommes et les femmes sont encore de 19 %...*", écrit le parti présidentiel.

Pour renforcer l'accès des femmes aux postes à responsabilités, l'UMP fait huit propositions, dont "*l'obligation pour les administrations d'employer 40 % de cadres supérieurs*" féminins d'ici à 2015. Ce taux est considéré comme un minimum, 60 % étant un hypothétique maximum. Le parti présidentiel assure viser cette même proportion de 40 % pour les membres des conseils d'administration des entreprises et établissements publics ainsi que les jurys de recrutement de la fonction publique, dès 2013.

Idem pour les nominations de responsable annoncées en conseil des ministres, pour lesquelles l'UMP veut atteindre cette même proportion de 40 % de femmes d'ici à 2017. Cet engagement de parité fait écho à celui formulé par Nicolas Sarkozy pour ses gouvernements. Après avoir d'abord affiché une forte proportion de femmes ministres, le président de la République a laissé ce ratio se dégrader dans les gouvernements successifs : aujourd'hui, sur vingt-deux ministres, sept sont des femmes, soit moins de 32 %.

UMP, CANCRE DE LA PARITÉ

Un autre des fronts ouverts par l'UMP peut malheureusement faire figure d'arlésienne : *"la faible représentativité des femmes dans la sphère politique"*. Le parti propose, pour les prochaines élections législatives, *"la mise en place de tickets mixtes"* de titulaires et de suppléants. Toutefois, l'UMP ne précise pas que l'accès aux fonctions électives pour les femmes est déjà un droit. La loi du 6 juin 2000 (renforcée en 2007) vise à le faire respecter et impose aux partis de présenter 50 % de candidats de chacun des deux sexes, à 2 % près. Le parti qui ne joue pas le jeu se voit supprimer une fraction de la dotation publique.

En 2010, l'UMP s'est ainsi mis à l'amende : avec une moyenne générale de seulement 26 % de candidates, le parti présidentiel a subi une retenue de plus de 4,1 millions d'euros. Le Parti socialiste, qui affiche un taux de 45,2 %, a perdu cette même année près de 520 000 euros.

Concernant les mandats locaux, le candidat Sarkozy avait en 2007 également émis le souhait de voir la parité s'installer *"dans les exécutifs départementaux et régionaux"*. Il avait même chiffré ses objectifs : *"dépasser les 30 % de candidates titulaires"*.

En 2011, les élections cantonales ont montré que le chemin était encore long pour la majorité. Dans un compte rendu chiffré, [l'Observatoire de la parité](#) a pointé, parti par parti, les cancre et les moins mauvais élèves : Europe Ecologie-Les Verts, avec 35,8 % de candidates et 22,2 % de femmes élues, est le parti qui a le mieux joué le jeu, devançant le Parti communiste, qui a investi 31,2 % de femmes, le Front national (25,7 %) et le Parti socialiste (23,1 %). C'est encore l'UMP qui se classe à la dernière place des formations politiques qui ont été en mesure de présenter plus de mille candidats, avec 18,6 % de femmes investies et 11,7 % d'élues.

"FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS"

"Il est vrai qu'il y a une tradition historique à gauche de la présence des femmes en politique", concédait, mercredi 15 juin, Chantal Brunel, députée UMP et rapporteuse générale de l'Observatoire de la parité dans un [chat sur Lemonde.fr](#).

Un paradoxe que la députée Françoise de Panafieu résume plus directement : *"La politique aujourd'hui, c'est : 'faites ce que je dis, pas ce que je fais'"*, a-t-elle lancé dans un entretien au *Parisien*.

Taxé de misogynie, l'UMP n'en formule pas moins des propositions pour la parité dans de nombreux domaines : parmi celles inspirées d'[un rapport](#) remis au début du mois à la ministre Roselyne Bachelot, on trouve le fractionnement du congé parental, qui pourrait se répartir sur quinze ans. L'UMP propose encore la création d'un *"compte épargne temps familial"*, de chèques pour la garde d'enfants, la mise en place d'une étude globale sur les stéréotypes dans les médias et une sensibilisation à la mixité *"dès la maternelle"*.

Eric Nunès

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
